

Recherches sociographiques



Chantal MAILLÉ, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique : enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*

Manon Tremblay

Volume 32, numéro 1, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056589ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056589ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, M. (1991). Compte rendu de [Chantal MAILLÉ, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique : enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 32(1), 105–107.
<https://doi.org/10.7202/056589ar>

Faudrait-il d'ailleurs s'étonner si le coopérateur type appartenait à une couche sociale plus élevée que le citoyen moyen ? Desjardins visait d'abord une coopérative d'épargne, et c'était surtout en suscitant le goût de l'épargne qu'il souhaitait combattre l'usure. La caisse ne pouvait vraiment intéresser que le citoyen qui avait des sous en trop, alors qu'une coopérative de consommation, par exemple, devrait attirer plus facilement toute personne qui consomme. Il en va de même pour le prêt. Rudin écrit que les fonds devaient être prêtés (traduction) « d'abord aux éléments les plus pauvres » (p. 54) et même « seulement aux membres les plus démunis de la communauté » (p. 71). Cette présentation du rôle des caisses sert peut-être les fins de la démonstration, mais est-elle fidèle ? Elles offraient les meilleurs taux sur le marché durant toute la période examinée (p. 42), et rien dans l'étude ne démontre que les commissions de crédit ont adopté des pratiques discriminatoires à l'égard des plus défavorisés. L'auteur examine la répartition des prêts effectués à Lévis de 1912 à 1945 selon leur valeur (en dollars de 1925) pour conclure au déclin de ceux de moins de 100\$. En réalité, ceux-ci *augmentent* jusqu'en 1935 et ceux de plus de 500\$ *diminuent*. C'est seulement après la guerre que la répartition des prêts selon leur valeur change vraiment. Qu'est-ce que cela prouve d'autre qu'une hausse du niveau de la vie et des besoins ?

Le fait est que les caisses populaires ont obtenu plus de succès que prévu en matière d'épargne au point où elles eurent souvent beaucoup plus d'argent qu'il n'en fallait pour répondre à la demande des emprunteurs, même avec les meilleurs taux sur le marché et même en ouvrant des champs d'activités, comme le prêt sur hypothèque, que les banques n'occupaient pas, de sorte qu'elles ont pu traverser la Crise, se donner des structures assurant la stabilité et la sécurité, entrer ensuite dans des secteurs comme l'assurance (avec la Société d'assurance des caisses populaires en 1944 et l'Assurance-vie Desjardins en 1948), qui ont permis aux Québécois de conserver une part importante de ce marché. Dans son désir bien légitime de se démarquer des ouvrages trop hagiographiques, Rudin ne s'intéresse pas à ce genre de conclusions qui découlent pourtant de ses recherches. Son ouvrage est significatif et original, comme l'ont déjà souligné certains critiques, mais, à plusieurs endroits, il demande la foi. Il représente le retour du balancier et devrait forcer les rédacteurs de la synthèse entreprise cette année à beaucoup de rigueur et d'indépendance d'esprit.

Gaston DESCHÊNES

Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Chantal MAILLÉ, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique : enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 1990, 194 p. (« Femmes ».)

Dans *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique*, Chantal Maillé cherche à mettre au jour les conditions qui ont permis l'émergence d'une élite politique féminine au Québec. Pour cela, elle interroge dix-neuf femmes autrefois élues ou présentement au pouvoir, tant au municipal (Rassemblement des citoyens de Montréal et Parti civique de Montréal) qu'au provincial (Parti libéral du Québec et Parti québécois).

Elle défend l'idée que l'accès plus important des femmes aux groupes politiques s'explique par les effets directs et indirects du mouvement québécois des femmes. Un premier argument porte sur la modernisation du Québec, qui a amené des transformations dans la définition des rôles selon le sexe non seulement sur les plans législatif (égalité juridique des femmes et des hommes), économique (participation plus importante de la population féminine au marché du travail) et socioculturel (redéfinition des rapports des femmes à l'institution familiale et accès plus large à l'éducation), mais aussi dans l'opinion publique en général progressivement plus réceptive à une telle conception égalitaire. La conjoncture ainsi créée a bouleversé les paramètres régissant traditionnellement les rapports entre les sexes, révélant leur insuffisance dans une société en train de se moderniser; elle a permis de substituer à une image traditionnelle de «la Femme» définie comme reproductrice, un modèle de rapports sociaux moins différenciés et spécialisés selon le critère sexuel.

Un second argument a trait au mouvement féministe, comme promoteur d'autres modèles pour les femmes: il a amené une nouvelle compréhension des rôles sociaux féminins, marquée par les idéaux égalitaires. Le mouvement a ainsi permis l'émergence du fait féminin, caractérisé par une prise de conscience par les femmes de leur statut de personnes à part entière et de leur identité en tant que groupe. Dès lors, en raison même de cette modification dans leurs conditions d'insertion sociale, la revendication de leur meilleure représentation politique apparaît comme plus légitime, ce à quoi les partis politiques ont prêté une oreille attentive.

L'auteure développe le propos dans trois chapitres. Le premier, à caractère historique et descriptif, montre le lien entre l'existence du mouvement suffragiste et l'accès des femmes à la citoyenneté politique officielle. Elle aborde successivement la première vague du mouvement féministe, la situation des Québécoises par rapport aux autres Canadiennes en matière de droits politiques jusqu'à 1940 et les luttes des premières pour gagner le droit de vote et d'éligibilité sur la scène provinciale. Elle termine par un examen du comportement politique des Québécoises de 1940 jusqu'à maintenant, à titre d'électrices, de candidates ou d'élues aux paliers fédéral, provincial et municipal.

Le chapitre suivant porte sur les transformations survenues dans le statut des Québécoises depuis leur émancipation politique. Maillé place le mouvement des femmes au centre de son analyse dont le but est de découvrir la conjoncture ayant permis l'émergence d'une élite politique féminine. Pour cela, elle se tourne vers la modernisation du Québec depuis les années 1960 en évaluant ses effets sur les femmes aux points de vue juridique, social et économique, puis vers les changements dans les attitudes de la population en regard des rôles sociaux selon le sexe. Elle s'attarde ensuite à la part du mouvement féministe dans cette mutation, comme véhicule d'images innovatrices des femmes. Elle s'arrête enfin à son influence sur les partis politiques de la province.

Dans le dernier chapitre, l'auteure fait le tour d'une série d'entrevues menées auprès de femmes politiques. Elle les présente, aborde ensuite les circonstances qui ont permis leur élection, puis considère leurs attitudes: réflexion quant à la vie privée, perception du féminisme et du mouvement des femmes, opinions sur l'évolution du statut des Québécoises et idée d'une spécificité féminine en politique.

C'est d'ailleurs ce chapitre-là qui suscite en moi le plus de réserve, notamment en ce qui a trait à certains choix méthodologiques. Maillé s'intéresse au lien entre l'émergence d'une élite politique féminine et l'existence d'un mouvement des femmes dans le contexte québécois (parallèlement à Wilma Rule dans un article paru aussi en 1990). Elle n'interroge que des

femmes en politique provinciale et municipale. Pourquoi ignore-t-elle les Québécoises engagées en politique fédérale ? Elle avait pourtant soulevé cet aspect dès le chapitre premier. Mon questionnement est d'autant plus avivé que la présence féminine s'est fait sentir plus tôt, et d'une façon plus importante, au parlement fédéral qu'au salon bleu : en 1972, trois Québécoises accèdent à la Chambre des communes, alors qu'il faut attendre quatre ans pour voir plus d'une femme siéger à l'Assemblée nationale. En outre, le mouvement féministe se manifeste déjà au début des années 1970 et il s'exprime sur la participation politique des femmes. Faut-il déduire que l'auteure ne considère pas que le mouvement ait influencé l'accès de Québécoises à la Chambre basse du Canada ? En justifiant ses choix, elle aurait évité à ses lectrices et lecteurs de connaître une inconfortable incertitude.

Une deuxième réserve tient au nombre restreint de femmes retenues pour la recherche (19). Considérant l'importance numérique des élues en politique ces dernières années au Québec, cet échantillon me paraît un peu mince. L'auteure aurait pu l'accroître, par exemple, en élargissant sa stratégie de vérification à l'aide d'un questionnaire d'opinions.

Enfin, Maillé néglige un aspect qui me semble pourtant important lorsqu'on examine le rapport entre élites politiques féminines et mouvement des femmes, soit l'âge des élues interrogées. En effet, la question se pose de savoir si le mouvement féministe a exercé la même influence sur des politiciennes de générations différentes, par exemple, Christiane Pelchat (née en 1959 et élue pour la première fois en 1989) et Lise Bacon (née en 1934 et élue pour la première fois en 1973).

Mis à part ces quelques réserves, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique* constitue un ouvrage d'un grand intérêt à plusieurs égards. Par sa nouveauté d'abord, et cela d'un double point de vue : d'une part, parce que Maillé étudie des actrices politiques jusqu'à maintenant laissées pour compte par la science politique au Québec, soit les femmes élues à l'Assemblée nationale ; d'autre part, parce qu'elle considère cette population par rapport au mouvement des femmes, perspective encore peu exploitée. Ouvrage intéressant, aussi, par l'importance des préoccupations qui le traversent. Maillé détricote les liens entre élite politique féminine et mouvement féministe au Québec, ce qui a pour effet d'alimenter l'espoir d'une plus grande sensibilité des élues aux réclames des femmes et de guider les actions des groupes féministes. La qualité de l'analyse qu'on trouve dans ce livre, au même titre que la richesse et la présentation judicieuse des extraits d'entrevues —quoique parfois abusivement longs—, en fait une contribution importante aux études féministes québécoises.

Manon TREMBLAY

Yvan LAMONDE, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960 : bibliographie des études*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989, 167 p.

Yvan Lamonde a habitué le lecteur à des travaux historiographiques de grande qualité. Sa bibliographie, *L'histoire des idées au Québec*, n'échappe pas à la règle. Nous pouvons néanmoins relever quelques lacunes.

Le but de ce livre est de reconstituer l'histoire des idées au Québec francophone selon une « périodisation » qui ne manque pas d'ambition : à un premier découpage historique correspond